

1 Santé publique

- JA-CHRODIS : rapport sur la promotion de la santé et la prévention primaire des maladies chroniques
- Lancement d'une Action Commune sur les maladies rares
- Commission européenne et EXPH : consultation publique sur l'avis préliminaire sur l'accès aux services de santé dans l'Union européenne
- Commission européenne : consultation publique sur l'avis préliminaire sur « L'innovation de rupture. Considérations pour la santé et les soins de santé en Europe »
- Commission européenne: étude exploratoire sur la communication dans la prévention et la lutte des maladies chroniques
- Commission européenne : conférence sur les réseaux européens de référence
- Commission européenne : foire aux questions (FAQ) sur les aspects procéduraux de l'établissement des réseaux européens de référence
- Commission européenne: analyse coûts/bénéfices des pratiques d'auto-soins dans l'Union européenne
- Conseil informel des ministres de la santé : la démence, la crise des réfugiés, la directive sur les soins de santé transfrontaliers et la santé dans le Semestre européen
- Commission européenne : lignes directrices européennes pour l'assurance de qualité du dépistage du cancer du col de l'utérus
- Commission européenne : projet pour renforcer la formation des professionnels de la santé confrontés aux migrants et aux minorités ethniques

2 Services de soins de santé dans le marché intérieur

- Commission européenne : rapport d'évaluation de l'application de la directive « soins de santé transfrontaliers »
- EPHA : le rapport sur les soins de santé transfrontaliers révèle des lacunes dans la mise en œuvre et une méconnaissance des droits des patients
- Parlement européen : rapport sur des mesures pour favoriser l'entrepreneuriat social

3 Médicaments et dispositifs médicaux

- Commission européenne, EMA et OMS : coopération renforcée pour mieux protéger la santé publique mondiale
- AIM et ESIP : position paper sur l'accès aux médicaments innovants
- Commission européenne : réforme du Conseil international pour l'harmonisation des exigences techniques pour les produits pharmaceutiques à usage humain
- EMA : consultation publique sur PRIME - un nouveau système pour optimiser le développement de médicaments prioritaires et faciliter l'accès des patients
- Médiateur européen : décision sur la prétendue incapacité de la Commission à enquêter sur les conflits d'intérêts relatifs à l'adoption d'un rapport sur la sécurité des implants mammaires PIP
- Conseil: adoption de sa position sur les projets de règlements relatifs aux dispositifs médicaux et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro
- Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: garantir la primauté des intérêts de santé

publique sur ceux de l'industrie pharmaceutique

- Le Grand-Duché de Luxembourg se joint à l'initiative belgo-néerlandaise sur les médicaments orphelins
- Ministres de la santé des pays germanophones: coopération en matière de fixation du prix des médicaments
- Commission européenne : conférence sur les « 50 ans de la législation Pharma de l'UE: bilan et perspectives d'avenir »

4 E-santé

- Rapport d'un projet paneuropéen : habiliter les patients à travers l'e-santé
- Conseil : soutien pour des services numériques interoperables

5 Politique sociale

- Commission européenne et Grèce : accord de partenariat pour la coopération technique pour soutenir les réformes
- Conseil : approbation des messages clés du rapport du Comité de protection sociale (CPS) sur les réformes de la politique sociale

6 Politique économique

- Espagne : 4ème visite de surveillance post-programme
- Chypre : 7ème évaluation du Programme d'ajustement économique
- Portugal : rapport de surveillance post-programme
- Commission européenne : adoption des avis sur les projets de plans budgétaires 2016 des États membres de la zone euro

7 Concurrence

- Grèce : la Cour Suprême clarifie l'application de la notion de groupe d'entreprises aux associations de cabinets dentaires grecs
- Commission européenne : rapports des États membres sur la conformité aux règles UE sur les aides d'état pour la fourniture de services d'intérêt économique général
- Vente par Bayer de son activité d'appareils de surveillance du diabète à Panasonic Healthcare
- Acquisition du groupe médical allemand SYNLAB par le fonds britannique CINVEN
- Acquisition par Pfizer de deux vaccins de GSK

8 Jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal de l'UE

- CJUE : la passation des marchés publics peut être subordonnée par la loi à l'octroi d'un salaire minimal
- CJUE : précisions sur l'assujettissement à la TVA de sociétés exerçant des activités de planification des services de santé
- Plainte des industries pharmaceutiques contre le régime français des recommandations temporaires d'utilisation de médicaments
- CJUE : obligation d'informer les personnes avant la transmission de données à caractère personnel entre administrations publiques
- CJUE : l'exigence formulée dans les marchés de gestion de services publics de santé, selon laquelle la prestation médicale faisant l'objet de l'appel d'offres doit uniquement être fournie dans une municipalité particulière, qui peut ne pas être celle du domicile des patients, est-elle compatible avec le droit de l'Union?

9 Procédure d'infraction

- France : accès au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle aux titulaires de pension résidant dans un autre État membre

10 Accords commerciaux internationaux

- Commission européenne : proposition révisée pour la protection des investissements et la mise en place d'un système juridictionnel dans le TTIP
- EPHA : rejet de la proposition de la Commission pour la mise en place d'un système juridictionnel dans le TTIP
- Les mutualités belges : un cheval de Troie pour des soins de santé de qualité accessibles à tous? »
- Parlement européen : état des lieux des négociations du TTIP
- Client Earth : l'arbitrage privé risque d'être contraire au droit européen
- Wikileaks : le chapitre sur les droits de propriétés intellectuelles dans le traité de partenariat transpacifique
- Parlement européen : les chapitres sur l'investissement dans les accords commerciaux et d'investissements internationaux de l'UE dans une perspective comparative
- Conseil : conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Corée du Sud

11 publications

- La mobilité des patients dans le contexte d'austérité et de l'Union européenne élargie : la décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire Petru
- Différentes variétés de réforme des soins de santé : comprendre l'effet de levier de l'Union européenne
- Effets sur les dépenses de santé de la restriction de l'accès aux soins de santé pour les demandeurs d'asile et les réfugiés
- La crise économique, les systèmes de santé et la santé en Europe. Impact et implications pour les politiques
- OMS : progresser vers la durabilité du personnel de santé
- La mobilité des professionnels de la santé en Europe : efficacité et équité
- L'impact de la directive de l'UE sur les droits des patients et les soins de santé transfrontaliers à Malte
- OCDE : viabilité budgétaire des systèmes de santé: lier les perspectives sanitaires et financières
- OMS : rapport sur la santé en Europe 2015
- Eurofound : la prestation de services publics: un plus grand rôle pour le secteur privé?
- Eurohealth : numéro spécial sur le Forum européen de la santé Gastein 2015
- Observatoire de la mobilité des patients: patients étrangers hospitalisés en Belgique
- Recrutement et rétention des professionnels de la santé à travers l'Europe : une revue de la littérature et des études de cas multiples
- Corporate Europe : la puissance de feu du lobby pharmaceutique européen et les implications pour la santé publique

12 Divers

- Comité régional de l'OMS pour l'Europe : priorités pour le renforcement des systèmes de santé
- Mise à jour des normes de sécurité en matière de rayonnements en médecine

JA-CHRODIS : rapport sur la promotion de la santé et la prévention primaire des maladies chroniques

Ce rapport de synthèse a été développé sur base de l'objectif clé de l'Action Commune (JA) visant à faciliter l'échange de bonnes pratiques dans la lutte contre les maladies chroniques entre les pays et régions de l'UE. Il contient 41 exemples de bonnes pratiques provenant de 13 pays partenaires, reflétant un large éventail thématique des interventions à travers le cycle de vie.

DOC [EN](#) PDF

Lancement d'une Action Commune sur les maladies rares

Cette action commune associe tous les États membres et d'autres pays. Elle vise à soutenir le développement et la durabilité de la base de données Orphanet sur les maladies rares, contribuer à une codification appropriée des maladies rares dans les systèmes d'information sanitaire, mettre en œuvre les priorités identifiées dans la recommandation de 2009 du Conseil et de la communication de la Commission de 2008 sur les maladies rares, et à soutenir le travail du Groupe d'experts de la Commission sur les maladies rares.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne et EXPH : consultation publique sur l'avis préliminaire sur l'accès aux services de santé dans l'Union européenne

La Commission européenne et le Groupe d'experts sur des moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH) ont lancé une consultation publique sur l'avis préliminaire sur l'accès aux services de santé dans l'Union européenne. L'avis préliminaire aborde les obstacles à l'accès aux soins de santé et explore les mesures politiques nécessaires pour les surmonter. Il accorde une attention particulière à l'accès aux services de santé pour les groupes mal desservis.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : consultation publique sur l'avis préliminaire sur « L'innovation de rupture. Considérations pour la santé et les soins de santé en Europe »

La Commission européenne a lancé une consultation publique sur l'avis préliminaire sur « L'innovation de rupture. Considérations pour la santé et les soins de santé en Europe », adopté par le Groupe d'experts sur des moyens efficaces d'investir dans la santé (EXPH).

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : étude exploratoire sur la communication dans la prévention et la lutte des maladies chroniques

Cette étude vise à développer une base solide pour la conception d'outils de communication efficaces et des campagnes transfrontalières pour lutter contre les maladies chroniques. Elle se concentre sur les quatre principaux facteurs de risque de maladies chroniques, notamment le tabagisme, l'inactivité physique, la mauvaise alimentation et la consommation d'alcool.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : conférence sur les réseaux européens de référence

La conférence sur les réseaux européens de référence (ERN) avait pour objectif de soutenir les réseaux et les centres d'expertise à travers le continent qui sont intéressés à mettre en place ce type de réseaux, et ce en réponse à l'appel qui sera lancé début 2016. Les exposés et les communications sont disponibles en ligne.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : foire aux questions (FAQ) sur les aspects procéduraux de l'établissement des réseaux européens de référence

La Commission européenne a publié une foire aux questions sur les aspects procéduraux de

l'établissement des réseaux européens de référence.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : analyse coûts/bénéfices des pratiques d'auto-soins dans l'Union européenne

La Commission a publié une étude examinant la plus-value des mécanismes d'auto-soins, évaluant leur impact économique et sociétal, et indiquant comment mettre en œuvre ces initiatives. La pratique de l'auto-soin vise toutes les initiatives menées par les individus, les familles et les communautés en vue de promouvoir, maintenir ou rétablir la santé d'une part, et pour faire face à la maladie et au handicap d'autre part. Cette analyse coûts/bénéfices couvre les changements dans l'accès aux médicaments sur prescription, à une extension de la gamme des prescripteurs autorisés et aux portails d'information téléphoniques et électroniques.

DOC [EN](#) PDF

Conseil informel des ministres de la santé : la démence, la crise des réfugiés, la directive sur les soins de santé transfrontaliers et la santé dans le Semestre européen

Au cours de cette réunion informelle des 24 et 25 septembre, les ministres se sont montrés unanimes quant à la nécessité de mieux prendre en compte la dimension « santé publique » dans toutes les discussions relatives à la crise des réfugiés. Les ministres se sont également penchés sur la transposition de la directive relative aux soins de santé transfrontaliers. Ils ont par ailleurs discuté du document préparé par la présidence luxembourgeoise sur le rôle de la santé dans le Semestre européen.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) PDF

Commission européenne : lignes directrices européennes pour l'assurance de qualité du dépistage du cancer du col de l'utérus

La Commission Européenne a publié un supplément aux lignes directrices européennes pour l'assurance de la qualité dans le dépistage du cancer du col de l'utérus, publié en 2008, tenant compte des développements récents dans le domaine.

DOC [EN](#) HTML

Commission européenne : projet pour renforcer la formation des professionnels de la santé confrontés aux migrants et aux minorités ethniques

Le but de cette initiative de l'UE est d'améliorer l'accès et la qualité des services de santé pour les minorités ethniques et les migrants dans l'Union européenne en examinant, développant, testant et évaluant la formation des professionnels de la santé de première ligne confrontés aux migrants et aux minorités ethniques.

DOC [EN](#) HTML

2 Services de soins de santé dans le marché intérieur

Commission européenne : rapport d'évaluation de l'application de la directive « soins de santé transfrontaliers »

Le rapport de la Commission européenne évalue positivement l'application de la directive « soins de santé transfrontaliers » tout en constatant que les Européens méconnaissent encore trop souvent leurs droits. Deux ans après son entrée en vigueur, la directive (2011/24) a amélioré la transparence, la mobilité des patients et la coopération entre administrations nationales dans de nombreux États membres.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [NL](#) - [FR](#) PDF

EPHA : un rapport sur les soins de santé transfrontaliers révèle des lacunes dans la mise en œuvre et une méconnaissance des droits des patients

Un rapport d'EPHA (European Public Health Alliance) examine la mise en œuvre de la directive sur l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers (2011/24/UE). Le rapport en appelle à des actions pour s'assurer que la directive n'a pas renforcé les inégalités en matière de santé.

DOC [EN](#) HTML

Parlement européen : rapport sur des mesures pour favoriser l'entrepreneuriat social

Le Parlement européen a adopté un rapport sur l'entrepreneuriat social et l'innovation sociale dans la lutte contre le chômage, dans lequel les députés invitent la Commission européenne à formuler des propositions législatives pour créer un cadre juridique européen dans lequel ces entreprises pourraient œuvrer. L'une des formes envisagées par le Parlement est celle du statut européen pour les coopératives, les associations, les fondations et les mutuelles.

DOC [FR](#) - [EN](#) - [NL](#) HTML

3 Médicaments et dispositifs médicaux

Commission européenne, EMA et OMS : coopération renforcée pour mieux protéger la santé publique mondiale

La Commission européenne et l'Agence européenne des médicaments (EMA) ont convenu avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de partager certaines informations non publiques sur la sécurité, la qualité et l'efficacité des médicaments déjà autorisés ou à l'étude dans l'Union européenne (UE), ou pré-qualifiés ou sous revue par l'OMS.

DOC [EN](#) HTML

AIM et ESIP : position paper sur l'accès aux médicaments innovants

L'AIM (Association Internationale des Mutualités) et l'ESIP (Plate-forme d'assurance sociale européenne) ont publié un *position paper* sur l'accès aux médicaments innovants. Selon les deux organismes, l'innovation dans les produits pharmaceutiques devrait viser à maximiser les avantages pour les patients tout en contribuant à la viabilité et à l'universalité des systèmes de santé.

DOC [EN](#) PDF

Commission européenne : réforme du Conseil international pour l'harmonisation des exigences techniques pour les produits pharmaceutiques à usage humain

La Commission se félicite de la création du Conseil international pour l'harmonisation des exigences techniques pour les produits pharmaceutiques à usage humain (CIH). Le but de l'Association est l'harmonisation internationale des exigences techniques pour l'autorisation et la surveillance réglementaire des médicaments.

DOC [EN](#) HTML

EMA : consultation publique sur PRIME - un nouveau système pour optimiser le développement de médicaments prioritaires et faciliter l'accès des patients

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a lancé une consultation publique sur les principes clés de son nouveau système PRIME. PRIME vise à renforcer le soutien à des médicaments qui peuvent potentiellement profiter à des patients qui n'ont actuellement aucun traitement, ou qui peuvent offrir un avantage thérapeutique majeur par rapport aux traitements existants.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Médiateur européen : décision sur la prétendue incapacité de la Commission à enquêter sur les conflits d'intérêts relatifs à l'adoption d'un rapport sur la sécurité des implants mammaires PIP**

Selon le Médiateur européen, Emily O'Reilly, la Commission européenne doit examiner l'indépendance de ses scientifiques de manière plus approfondie. Dans sa décision dans l'affaire 174/2015, elle a affirmé que la société civile avait eu raison de soupçonner un conflit d'intérêts au sein du comité scientifique concernant les nouveaux risques émergents de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **Conseil : adoption de sa position sur les projets de règlements relatifs aux dispositifs médicaux et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro**

Le Conseil EPSCO a adopté formellement sa position sur les projets de règlements relatifs aux dispositifs médicaux et aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro. Les négociations interinstitutionnelles avec le Parlement européen ont pu débiter le 13 octobre, sous l'œil attentif de la Commission européenne.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

➤ **Résolution de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe: garantir la primauté des intérêts de santé publique sur ceux de l'industrie pharmaceutique**

L'Assemblée invite notamment les États membres à interdire tout accord entre les entreprises pharmaceutiques dont le but serait de retarder, sans justification médicale, la mise sur le marché de médicaments génériques et à imposer des sanctions dissuasives pour toute illégalité commise par une entreprise pharmaceutique.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [FR](#) HTML

➤ **Le Grand-Duché de Luxembourg se joint à l'initiative belgo-néerlandaise sur les médicaments orphelins**

Le Grand-Duché de Luxembourg s'associe à la collaboration belgo-néerlandaise en matière de médicaments orphelins. Les trois pays négocieront ensemble avec les entreprises pharmaceutiques afin de contenir le prix des médicaments orphelins.

DOC 1 [FR](#) HTML | DOC 2 [NL](#) HTML

➤ **Ministres de la santé des pays germanophones: coopération en matière de fixation du prix des médicaments**

Dans une déclaration commune, les ministres de la santé des pays germanophones (Allemagne, Luxembourg, Suisse, Liechtenstein et Autriche), ont convenu d'intensifier l'échange de nouvelles stratégies sur la tarification des médicaments, afin d'assurer la stabilité des systèmes de solidarité.

DOC [DE](#) PDF

➤ **Commission européenne : conférence sur les « 50 ans de la législation Pharma de l'UE: bilan et perspectives d'avenir »**

Pour marquer le 50e anniversaire de l'adoption de la première législation pharmaceutique de l'UE, la Commission européenne a organisé une conférence.

DOC [EN](#) HTML

4 E-santé

➤ **Rapport d'un projet paneuropéen : habiliter les patients à travers l'e-santé**

Le rapport relate l'expérience développée par le Consortium pan-européen PALANTE chargé de rédiger des conclusions pertinentes concernant des services hétérogènes d'e-santé visant à habiliter les patients dans neuf régions européennes.

DOC [EN](#) HTML

Conseil : soutien pour des services numériques interopérables

Le Conseil a adopté une décision sur le programme ISA visant à promouvoir les services numériques interopérables à travers l'Europe. L'objectif de ce programme est de faire en sorte que les administrations publiques européennes puissent interagir d'une façon intégrée par voie électronique, entre elles ainsi qu'avec les citoyens et les entreprises. Le programme soutiendra financièrement les actions menées par la Commission en coopération avec les États membres.

DOC [EN](#) [HTML](#)

5 Politique sociale

Commission européenne et Grèce : accord de partenariat pour la coopération technique pour soutenir les réformes

La Commission européenne et la Grèce ont publié un accord de partenariat pour la coopération technique pour soutenir le processus de réforme grec. La Commission fournira une assistance technique ciblée et son expertise, via son service de soutien aux réformes structurelles. Les domaines dans lesquels une assistance sera fournie comprennent la modernisation du système de protection sociale et de santé.

DOC [EN](#) [PDF](#)

Conseil : approbation des messages clés du rapport 2015 du Comité de protection sociale (CPS) sur les réformes de la politique sociale

Le Conseil EPSCO a approuvé les messages clés du rapport 2015 du CPS sur les réformes de la politique sociale pour la croissance et la cohésion: contribution à l'examen annuel de la croissance 2016. Les domaines passés en revue incluent l'inclusion sociale, les retraites, les soins de santé et les soins de longue durée.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) [PDF](#) | DOC 2 [EN](#) [PDF](#)

6 Politique économique

Espagne : 4ème visite de surveillance post-programme

L'équipe de la Commission européenne, en liaison avec la Banque centrale européenne a effectué une 4ème visite de surveillance post-programme en Espagne. Le rapport indique que les progrès observés ces derniers mois incluent l'adoption d'une nouvelle règle budgétaire sur les dépenses de soins de santé d'application volontaire au niveau régional, qui doit toutefois encore être mise en œuvre par les gouvernements régionaux.

DOC [EN](#) [HTML](#)

Chypre : 7ème évaluation du Programme d'ajustement économique

Le rapport d'évaluation comprend une section dédiée à la réforme des soins de santé et conclut que les réformes dans le secteur des soins de santé ont peu progressé depuis la dernière mission d'évaluation.

DOC [EN](#) [PDF](#)

Portugal : rapport de surveillance post-programme

Selon le rapport, les réformes du système de santé en vue d'assurer la viabilité des entreprises publiques hospitalières progressent, mais la réduction de leurs arriérés reste un défi. Les autorités restent pleinement engagées dans la mise en œuvre de la réforme en cours visant à réorganiser le système national de santé, à réduire la liste d'attente pour le médecin de famille d'ici décembre 2015, et à renforcer la viabilité du système via la compression des dépenses de dispositifs médicaux et pharmaceutiques en 2015.

DOC [EN](#) [PDF](#)

Commission européenne : adoption des avis sur les projets de plans budgétaires 2016 des États membres de la zone euro

La Commission européenne a finalisé son évaluation des projets de plans budgétaires (PPB) pour 2016 soumis par les États membres de la zone euro. Les budgets indiquent l'impact fiscal de la mise en œuvre des recommandations spécifiques par pays y compris dans le domaine des soins de santé. Dans ses avis, la Commission évalue la conformité des projets de plans budgétaires avec les dispositions du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC). Dans plusieurs cas, elle estime que les ajustements budgétaires prévus sont en deçà de ce qu'exige le Pacte, ou risquent de l'être.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

7 Concurrence

Grèce : la Cour Suprême clarifie l'application de la notion de groupe d'entreprises aux associations de cabinets dentaires grecs

La Cour Suprême grecque clarifie son interprétation de la notion de groupe d'entreprises au sens de l'article 101 du TFUE.

DOC [FR](#) HTML

Commission européenne : rapports des États membres sur la conformité aux règles UE sur les aides d'état pour la fourniture de services d'intérêt économique général

La Commission européenne a publié les rapports des États membres sur la conformité avec les règles sur les aides d'état pour la fourniture de services d'intérêt économique général (SIEG) en 2012-2014. Les rapports permettent d'identifier les secteurs qui ont bénéficié d'une aide d'état pour amortir le coût des services publics -y compris les services de santé-, et les conditions dans lesquelles ces aides ont été perçues.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

Vente par Bayer de son activité d'appareils de surveillance du diabète à Panasonic Healthcare

La Commission européenne a autorisé la vente par le groupe allemand Bayer de son activité d'appareils de surveillance du diabète à Panasonic Healthcare. L'activité de diabète de Bayer concerne la fabrication des appareils permettant de surveiller le taux de glucose dans le sang et des logiciels de surveillance du diabète, un secteur dans lequel Panasonic Healthcare est aussi actif.

DOC [EN](#) HTML

Acquisition du groupe médical allemand SYNLAB par le fonds britannique CINVEN

La Commission européenne a donné son feu vert à l'acquisition du groupe médical allemand SYNLAB par le fonds britannique CINVEN. Basé à Augsburg en Bavière, SYNLAB est prestataire de services d'analyses médicales humaines, vétérinaires et environnementales.

DOC [EN](#) HTML

Acquisition par Pfizer de deux vaccins de GSK

La Commission européenne a autorisé l'acquisition par Pfizer Ireland Pharmaceuticals du contrôle exclusif des actifs constituant la branche «vaccins méningococciques ACWY Nimenrix et Mencevax» de GSK, par achat d'actifs. GSK, une société pharmaceutique mondiale s'était engagée à céder les vaccins pour obtenir l'autorisation de la Commission dans le cadre de ses transactions avec Novartis en Janvier 2015. Pfizer est une société pharmaceutique mondiale qui fabrique et vend une large gamme de produits pharmaceutiques, y compris des vaccins.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) PDF

8 Jurisprudence de la Cour de justice et du Tribunal de l'UE

● CJUE : la passation des marchés publics peut être subordonnée par la loi à l'octroi d'un salaire minimal

La législation d'État membre peut contraindre des soumissionnaires et leurs sous-traitants qui veulent participer aux marchés publics de s'engager dans leurs offres à verser un salaire minimal au personnel recruté pour exécuter le contrat. Selon l'arrêt de la Cour dans l'affaire C-115/14, cette exigence respecte la directive sur des procédures d'attribution des marchés publics, des contrats d'approvisionnement publics et des contrats de service public (la Directive 2004/18/EC), ainsi que la directive sur le détachement de travailleurs (96/71/EC).

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

● CJUE : précisions sur l'assujettissement à la TVA de sociétés exerçant des activités de planification des services de santé

La région autonome des Açores a créé une société anonyme chargée de s'occuper de la planification et de la gestion du service de santé, dont le capital est détenu à 100% par la région. Dans l'arrêt dans l'affaire C--174/14 (Saudaçor), la Cour de Justice a considéré que cette activité constitue une activité économique. Cependant, si cette société est qualifiée d'organisme de droit public par la juridiction de renvoi, et qu'elle exerce cette activité en tant qu'autorité publique, alors, ladite société peut être exemptée de la TVA à condition que cette exonération n'entraîne pas des distorsions de concurrence trop importantes.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

● Plainte des industries pharmaceutiques contre le régime français des recommandations temporaires d'utilisation de médicaments

Une plainte a été déposée, le 31 août 2015, contre le régime des « recommandations temporaires d'utilisation » (RTU) de médicament français, par trois associations représentant des industries pharmaceutiques au niveau européen. Le régime français permet d'« encadrer des prescriptions non conformes à l'autorisation de mise sur le marché (AMM), sous réserve qu'il existe un besoin thérapeutique et que le rapport bénéfice/risque du médicament soit présumé favorable ». Les plaignants reprochent à ce système de reposer sur des considérations économiques, allant à l'encontre des normes de qualité, de sécurité et d'efficacité et à l'encontre de la jurisprudence de la Cour de justice de l'UE (CJUE).

DOC [FR](#) HTML

● CJUE : obligation d'informer les personnes avant la transmission de données à caractère personnel entre administrations publiques

La Cour a rendu un arrêt dans l'affaire C-201/14 concernant le traitement des données à caractère personnel. Plusieurs travailleurs indépendants roumains ont contesté le fait que l'administration fiscale roumaine ait transmis leurs revenus à la Caisse nationale de sécurité sociale, qui leur a alors demandé de payer des arriérés de contributions. Le droit roumain permet à l'administration fiscale de transmettre aux caisses régionales d'assurance maladie les informations nécessaires pour que celles-ci puissent déterminer la qualité d'assuré d'une personne. Cependant, il n'est pas prévu qu'elle transmette les revenus. La Cour de justice a considéré qu'une administration est tenue d'informer préalablement les personnes sur les finalités et les destinataires de leurs données personnelles, ainsi qu'avant toute transmission de ces données à une autre administration.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

● CJUE : l'exigence formulée dans les marchés de gestion de services publics de santé, selon laquelle la prestation médicale faisant l'objet de l'appel d'offres doit uniquement être fournie dans une municipalité particulière, qui peut ne pas être celle du domicile des patients, est-elle compatible avec le droit de l'Union?

Selon l'arrêt de la Cour dans l'affaire C-552/13, la directive 2004/18/CE s'oppose à une exigence,

formulée dans des avis de marchés publics, selon laquelle les prestations médicales faisant l'objet des appels d'offres doivent être fournies par des établissements hospitaliers privés situés exclusivement dans une municipalité donnée, qui peut ne pas être celle du domicile des patients concernés par ces prestations, dès lors que cette exigence comporte une exclusion automatique des soumissionnaires qui ne peuvent pas fournir ces services dans un tel établissement situé dans cette municipalité, mais qui remplissent toutes les autres conditions de ces appels d'offres.

DOC [FR/EN/NL](#) HTML

9 Procédure d'infraction

France : accès au régime local d'assurance maladie d'Alsace-Moselle aux titulaires de pension résidant dans un autre État membre

La Commission européenne a demandé à la France de veiller à ce que les titulaires de pension ayant travaillé et cotisé au système de sécurité sociale en Alsace-Moselle puissent s'affilier auprès du régime local d'assurance maladie, même s'ils résident dans un autre État membre, conformément au règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

DOC [EN/FR](#) HTML

10 Accords commerciaux internationaux

Commission européenne : proposition révisée pour la protection des investissements et la mise en place d'un système juridictionnel dans le TTIP

La Commission européenne a communiqué officiellement aux États-Unis sa proposition qui prévoit une approche révisée pour la protection des investissements et la résolution des litiges en matière d'investissement dans le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Le texte final reprend tous les éléments essentiels de la proposition de la Commission du 16 septembre, qui visait à préserver le droit de réglementer et d'instaurer un mécanisme d'appel à caractère juridictionnel, des juges qualifiés et des procédures transparentes.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/NL/FR](#) HTML

EPHA : rejet de la proposition de la Commission pour la mise en place d'un système juridictionnel dans le TTIP

EPHA a publié un document de position intitulé *Trouver l'équilibre: Protection de la santé, la protection des investissements* en réponse à la proposition de la Commission de mettre en place un système juridictionnel dans le TTIP. Selon EPHA, un règlement des différends investisseur-État (ISDS) ou tout autre système juridictionnel des investissements n'est pas nécessaire pour régir les relations commerciales dans les démocraties stables pourvues de systèmes judiciaires et législatifs matures.

DOC [EN](#) HTML

Les mutualités belges : Le TTIP, un cheval de Troie pour des soins de santé de qualité accessibles à tous?

Les mutualités belges ont publié leur position et organisé un colloque sur les conséquences potentielles du TTIP sur nos soins de santé et notre protection sociale. Les inquiétudes des mutualités portent sur l'inclusion potentielle dans le TTIP des services publics et les services sociaux d'intérêt général qui ne relèvent actuellement pas des règles du marché intérieur européen ; de l'insistance de l'industrie pharmaceutique pour que la fixation des prix et le remboursement des médicaments soient repris dans le TTIP ; et du système juridictionnel des investissements proposé par la Commission.

DOC 1 [FR](#) - [NL](#) HTML | DOC 2 [NL](#) - [FR](#) PDF | DOC 3 [NL](#) PDF

▶ **Parlement européen : état des lieux des négociations TTIP**

Le Parlement européen a publié un rapport résumant les avancées chapitre par chapitre. « Il est évident que le processus avance lentement, entravé par des blocages sur plusieurs questions », dont l'ouverture des marchés publics, la protection des indications géographiques et l'inclusion d'un chapitre sur l'énergie et les matières premières, écrivent les experts du secrétariat général.

DOC [EN](#) PDF

▶ **Client Earth : l'arbitrage privé risque d'être contraire au droit européen**

C'est ce que conclut une étude de l'association environnementale Client Earth. Cela concerne également la dernière proposition de la Commission européenne, le « système juridictionnel des investissements », affirment les auteurs. Les mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États portent notamment atteinte aux compétences de la CJUE, expliquent-ils.

DOC [EN](#) HTML

▶ **Wikileaks : le chapitre sur les droits de propriété intellectuelle dans le traité de partenariat transpacifique**

Wikileaks a publié le document de l'accord transpacifique qui concerne les brevets, une des parties les plus controversées. Ses détracteurs estiment qu'il représente un danger pour l'utilisation des médicaments génériques dans le monde.

DOC [EN](#) HTML

▶ **Parlement européen : les chapitres sur l'investissement dans les accords commerciaux et d'investissements internationaux de l'UE dans une perspective comparative**

Cette étude revient sur la coordination entre les systèmes juridiques nationaux et les mécanismes de règlement des différends investisseurs-État et sur le début des négociations visant à mettre en place un mécanisme d'appel permanent dans un contexte régional ou bilatéral.

DOC [EN](#) PDF

▶ **Conseil : conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Corée du Sud**

Le 1er octobre 2015, le Conseil a adopté une décision relative à la conclusion de l'accord de libre-échange entre l'UE et la Corée du Sud. Cet accord, signé en octobre 2010, prévoit la libéralisation progressive du commerce des biens et des services. Il comprend des règles relatives à des questions liées au commerce, telles que la concurrence et les aides d'état, la propriété intellectuelle et les marchés publics.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

11 Publications

▶ **La mobilité des patients dans le contexte d'austérité et de l'Union européenne élargie: la décision de la Cour européenne de justice dans l'affaire *Petru***

Les auteurs analysent l'affaire *Petru* et ses implications pour la future mobilité des patients. Impliquant une citoyenne roumaine désireuse de se faire soigner en Allemagne en raison d'un prétendu manque d'infrastructures de base dans son hôpital local roumain, l'affaire posait la question de savoir si les intérêts du patient l'emportaient sur ceux de l'État membre. Bien que la Cour ait fourni une solution pour le cas *Petru*, les auteurs soulignent les défis majeurs subsistant en ce domaine.

DOC [EN](#) HTML

▶ **Différentes variétés de réforme des soins de santé : comprendre l'effet de levier de l'Union européenne**

Cette publication montre l'influence contestée de l'UE sur les réformes nationales des soins de santé et en fournit une évaluation comparative. Disponible en anglais pour le moment, la version française paraîtra prochainement.

DOC [EN](#) PDF

Effet sur les dépenses de santé de la restriction de l'accès aux soins de santé pour les demandeurs d'asile et les réfugiés

L'accès aux services médicaux pour des demandeurs d'asile et des réfugiés en Allemagne est initialement limité avant l'octroi d'un droit d'accès régulier, menant prétendument à un retard de soins et à des coûts de soins plus élevés. L'article analyse d'une part les effets de l'accès limité et, d'autre part l'incidence de deux réformes politiques majeures (1997, 2007) sur les dépenses de santé parmi les demandeurs d'asile et les réfugiés entre 1994 et 2013.

DOC [EN](#) [HTML](#)

La crise économique, les systèmes de santé et la santé en Europe. Impact et implications pour les politiques

Cet ouvrage examine comment les systèmes de santé en Europe ont réagi à la pression créée par la crise financière et économique depuis 2008. Les auteurs analysent les réponses des systèmes de santé à la crise, évaluent l'impact de ces réponses sur les systèmes de santé et la santé de la population et identifient les politiques les plus susceptibles de soutenir la performance des systèmes de santé.

DOC [EN](#) [HTML](#)

OMS : progresser vers la durabilité du personnel de santé

Ce document rend compte des progrès observés ces dernières années dans la réalisation des buts et objectifs du code mondial de pratique de l'OMS sur le recrutement international du personnel de santé dans la Région européenne, et ce dans le contexte plus large de défis des ressources humaines dans le domaine de la santé (RHS), de Santé 2020, et de la politique européenne pour la santé et le bien-être.

DOC [EN](#) [HTML](#)

La mobilité des professionnels de la santé en Europe : efficacité et équité

Cette brève intitulée *How can countries address the efficiency and-equity implications of health professional mobility in Europe?* analyse l'impact de la libre circulation des professionnels de la santé pour les pays de destination, les pays d'origine et l'UE dans son ensemble, et présente les outils politiques que les décideurs peuvent utiliser pour répondre à ses effets sur l'efficacité et l'équité.

DOC [EN](#) [PDF](#)

L'impact de la directive de l'UE sur les droits des patients et les soins de santé transfrontaliers à Malte

Cet article analyse les dynamiques sous-jacentes de la directive sur le système de soins de santé à Malte. Dans la pratique, la directive n'a pas affecté la mobilité des patients à Malte dans les premiers mois suivant sa mise en œuvre. Le gouvernement semble avoir instrumentalisé la mise en œuvre de la directive pour mettre en œuvre des réformes, y compris la législation sur les droits des patients, un forfait de prestations de santé et d'assurance de la responsabilité civile obligatoire.

DOC [EN](#) [PDF](#)

OCDE : viabilité budgétaire des systèmes de santé: lier les perspectives sanitaires et financières

Selon le rapport *Fiscal Sustainability of Health Systems: Bridging Health and Finance Perspectives*, les dépassements budgétaires liés aux dépenses de santé restent endémiques dans la plupart des pays de l'OCDE. C'est pourquoi il sera difficile de préserver les soins actuels et de financer les progrès futurs de la médecine sans procéder à des réformes de grande ampleur nécessitant une action concertée des ministères de la Santé et des Finances.

DOC [EN](#) [PDF](#)

OMS : rapport sur la santé en Europe 2015

Le dernier Rapport sur la santé en Europe fait état des succès remarquables réalisés sur le continent dans le domaine sanitaire : plusieurs objectifs, tels que la réduction de la mortalité précoce et la définition d'autres cibles sanitaires au niveau national, sont en passe d'être atteints. Le rapport dresse un compte rendu analytique de la situation sanitaire de la Région européenne et des avancées accomplies en vue

d'atteindre les objectifs fixés par Santé 2020, la politique de santé globale de l'OMS.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

Eurofound : la prestation de services publics: un plus grand rôle pour le secteur privé?

Ce rapport explore le rôle croissant du secteur privé dans la fourniture des services publics dans l'UE. Il se concentre spécifiquement sur les services sociaux d'intérêt général (SSIG) dans les domaines de la santé, de l'éducation de la petite enfance et les soins (EAJE), services de l'emploi et de soins de longue durée. Le rapport évalue l'évolution de la prestation de ces services et aborde également l'impact de la crise économique sur la relation changeante du secteur public-privé dans la fourniture de ces services.

DOC [EN](#) PDF

Eurohealth : numéro spécial sur le Forum européen de la santé Gastein 2015

Ce numéro de Eurohealth contient entre autre des articles sur les maladies mentales, l'accessibilité des médicaments, les soins primaires, et le personnel de santé.

DOC [EN](#) PDF

L'Observatoire de la mobilité des patients: patients étrangers hospitalisés en Belgique

L'observatoire belge de la mobilité des patients a publié une actualisation des chiffres ayant trait aux patients étrangers en Belgique sur la base des données du résumé hospitalier minimum (RHM).

DOC [FR](#) - [NL](#) HTML

Recrutement et rétention des professionnels de la santé à travers l'Europe : une revue de la littérature et des études de cas multiples

Beaucoup de pays européens sont confrontés à des pénuries de personnel de santé et à la nécessité de développer des stratégies efficaces de recrutement et de rétention efficace (R & R). Ce document donne un aperçu des mesures mises en place pour améliorer le R & R des professionnels de la santé à travers l'Europe.

DOC [EN](#) HTML

Corporate Europe : la puissance de feu du lobby pharmaceutique européen et les implications pour la santé publique

Ce rapport révèle l'ampleur dramatique des efforts de lobbying de l'industrie pharmaceutique auprès des décideurs de l'UE, dont les dépenses sont estimées à environ 15 fois plus que celles des acteurs de la société civile travaillant sur la santé publique ou l'accès aux médicaments.

DOC [EN](#) PDF

12 Divers

Comité régional de l'OMS pour l'Europe : priorités pour le renforcement des systèmes de santé

Les ministres de la Santé et des hauts responsables des 53 États membres de la Région européenne de l'OMS, et les représentants d'organisations partenaires et de la société civile ont adopté une résolution indiquant des priorités stratégiques pour 2015-2020 dans le domaine du renforcement des systèmes de santé. La résolution encourage une intervention dans deux domaines prioritaires pertinents : la transformation des services de santé en vue de relever les défis sanitaires du XXIe siècle et, le passage à la couverture sanitaire universelle pour une Europe exempte de paiements directs appauvrissant les patients.

DOC 1 [FR](#) - [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) PDF

Mise à jour des normes de sécurité en matière de rayonnements en médecine

Les normes internationales et européennes de sécurité basique qui protègent les personnes contre les dangers des rayonnements en médecine ont été récemment mises à jour et l'UE travaille actuellement à leur mise en œuvre.

DOC [EN](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Dalila Ghailani

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/